

**Avenir de l'agriculture :
Perspective des productrices et producteurs agricoles**

**Mémoire présenté à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de
l'agroalimentaire du gouvernement du Québec**

Par :

Syndicat de l'UPA de L'Acadie

Présenté par Ghislain Gendron, président

18 avril 2007

Il est surprenant d'observer la capacité d'adaptation de la production agricole québécoise et la vitesse à laquelle les changements nécessaires sont réalisés pour répondre aux besoins actuels et futurs des consommateurs. Nous n'avons qu'à penser à la traçabilité dans le secteur bovin qui, grâce à l'implication de la filière, a fait du Québec l'un des pionniers dans ce domaine. Il y a également le développement de la génétique dans le secteur porcin, qui a permis de faire reconnaître l'excellence du produit sur des marchés difficiles à percer comme le Japon, et celui de la production laitière reconnu depuis longtemps sur les marchés extérieurs. Nous pourrions citer plusieurs autres exemples qui nous font dire qu'au Québec, pour ce qui est du niveau de performance de la production agricole, nous sommes choyés. Pourtant, un questionnement s'impose lorsque vient le temps de faire le bilan de la situation agricole des dernières années. Comment se fait-il qu'une classe agricole, ayant une capacité d'adaptation aussi grande aux nouvelles techniques de production qui se traduit par une efficacité de plus en plus performante, se retrouve dans une situation générale de détresse, de découragement, de situation financière précaire allant jusqu'à des mises en faillite, des suicides ? Malheureusement, ce tableau dresse le portrait d'un avenir incertain pour la relève, mettant en péril le type d'agriculture de style familial connu jusqu'à présent au Québec.

Pour nous, remettre l'agriculture sur les rails nous semble réalisable seulement si l'ensemble des intervenants travaille dans le même sens. Il a été facile de percevoir les bienfaits de l'attitude du Ministre de l'agriculture, monsieur Yvon Valière, qui s'était donné comme mandat de redonner ses lettres de noblesse à l'agriculture québécoise en profitant de chaque tribune afin de faire l'éloge de cette activité. Imaginez si tous nos dirigeants prenaient cet alignement afin de corriger la tendance de certaines personnes

publiques à dénigrer l'agriculture; ces personnes, ne possédant pas vraiment de connaissance profonde du dossier et à la recherche d'une certaine gloire, basent leur argumentation sur des informations souvent erronées.

Nous avons tout à gagner à faire connaître les bienfaits de l'agriculture au grand public, car, lorsque nous discutons avec un citoyen ayant une perception négative de la production agricole basée sur des informations entendues dans les médias et que nous lui expliquons la réalité, souvent sa perception change. Par exemple, il est possible de lui apprendre qu'un hectare de maïs produit quatre fois plus d'oxygène qu'un hectare de forêt, que les normes de production ont beaucoup changé et sont plus sensibles à la protection de l'environnement et à une agriculture durable. D'ailleurs, une grande partie du budget d'une entreprise agricole sert à réaliser des mesures d'aménagement à cet effet.

Selon nous, lors de ces discussions, le point important est la perception qu'a le public par rapport à l'approvisionnement alimentaire abondant dans les supermarchés les amenant à croire qu'un manque de produits semble impossible. À première vue, lorsque le roulement est en place, tout semble fonctionner. Normalement, les stocks nécessaires doivent être achetés trente jours avant leur utilisation dans bien des domaines, selon le ratio inventaires/utilisations. Cependant, dans un rapport publié en février aux États-Unis, il a été rapporté que les stocks finaux de maïs pour la production 2006-2007 n'étaient que de 752 millions de boisseaux pour une demande de 11760 millions de boisseaux, permettant une réserve de maïs que pour 23 jours d'utilisation. Ce problème survient maintenant dans plusieurs domaines d'approvisionnement.

La sécurité alimentaire des citoyens est un enjeu majeur et lorsque nous faisons l'analyse du secteur de production, les gens semblent penser qu'il est maintenu artificiellement par des subventions. Cependant, lorsque nous regardons la situation de plus près, nous constatons que si nous sommes aux prises avec un système de soutien gouvernemental, c'est que nous faisons face à un subventionnement mondial de l'agriculture ayant pour effet que les produits importés entrent sur le marché québécois à un niveau de prix inférieur à leur coût de production et, par le fait même, à notre propre coût de production.

Nous savons tous que le but ultime de ces pratiques exercées par ces pays exportateurs est d'agrandir leur part de marché au détriment de la nôtre, voire même jusqu'à la faire disparaître. Mais à quel prix? Il est facile de constater que ces pays ont une vision à long terme du développement de leur agriculture. Certaines personnes croient que la disparition de l'agriculture au Québec se traduirait par une certaine économie au niveau du soutien gouvernemental. Cependant, plutôt que d'opter pour une économie à court terme, il est essentiel de miser sur un développement durable qui tient compte de l'ensemble des facteurs générés par une activité agricole florissante tant au niveau de l'économie des régions que celle de l'ensemble du Québec.

Suite à l'analyse que nous en faisons, il demeure crucial de maintenir des programmes de sécurité du revenu basés sur un coût de production connu de la Financière agricole en les bonifiant d'un soutien financier adéquat du gouvernement fédéral afin de permettre, par exemple, dans des secteurs de production comme le maïs

grain, d'avoir une prime de cotisation acceptable. Ce soutien est primordial afin de pouvoir traverser cette période mouvementée par un niveau élevé de subvention mondiale, car, dans des conditions comparables, l'agriculture québécoise serait tout aussi compétitive.

Comme cinq dollars de capitalisation sont requis pour un dollar de vente, l'agriculture constitue donc un secteur d'activité qui nécessite un niveau d'investissement élevé. Cette mise de fond vise à augmenter l'efficacité et la production de produits répondant aux besoins des consommateurs tant au niveau environnemental que spécifique. Cependant, quand arrive le moment d'acheter un produit sur la tablette, le choix des consommateurs est souvent dirigé vers un produit importé moins dispendieux qui ne répond pas nécessairement aux critères revendiqués par la population concernant la production québécoise. Ces demandes engendrent nécessairement des investissements substantiels au niveau des entreprises agricoles qui se reflètent sur le coût de production. Ceci nous amène à nous questionner quant à l'écart entre les exigences de la population concernant l'agriculture et ses habitudes de consommation.

La solution la plus efficace que nous entrevoyons est la prise de conscience de la part de la population quant au fait que les produits ne doivent pas seulement être comparés sur la base du prix, mais également sur un ensemble de facteurs conséquents aux critères de production demandés, privilégiant par le fait même les produits québécois. De plus, suite à cet alignement ou bien simultanément à celui-ci, il serait envisageable d'appliquer une taxe sur les produits importés qui tiendrait compte

des normes de production, environnementales et sociales afin d'atténuer la différence des frais liés aux exigences des consommateurs d'ici.

Nous espérons que le processus de consultation rétablira les faits en ce qui concerne la production agricole auprès de la population et permettra à l'agriculture d'ici d'être soutenue afin de promouvoir sa reconnaissance et son développement pour les générations futures.